

Vers la constitution d'un réseau régional

*Capucine VERMANDE**
*Benjamin VANDERLICK***

La constitution d'un réseau Rhône-Alpes autour des mémoires d'immigrés mobilise les acteurs de la région. Elle interpelle de ce fait le projet national porté par la CNHI (Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration) dont la question des réseaux fait partie intégrante du concept fondateur.

T traces en 2005 a permis de consolider et d'élargir la démarche engagée depuis 2000 pour valoriser les apports des immigrations au patrimoine commun et témoigner des parcours migratoires. Destiné à un large public, cette troisième édition du forum régional des mémoires d'immigrés a proposé, à travers une programmation culturelle et artistique riche et de qualité, 80 événements sur l'ensemble des départements de Rhône-Alpes. Elle a rassemblé environ 200 partenaires autour d'une ambition commune : mettre en lumière un mode de construction de l'histoire locale et de l'identité régionale qui n'occulte pas les contributions de travailleurs ou combattants immigrés. Un questionnaire qui a fait suite à Traces2005 montre que 71% des partenaires déclarent avoir atteint leurs objectifs (richesse des échanges, sens de l'action) et constatent de bons retours du public.

Plus qu'un rayonnement désormais régional de la manifestation culturelle, l'édition 2005 a impulsé des initiatives locales, la création de collaborations et l'investissement large des institutions, des acteurs et des collectivités, des objectifs et une démarche qui font écho à l'ambition de la future Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI).

() Etudiante Master 2 en Psychologie Sociale, Université Lyon2*

*(**) Chargé de Mission Action Culturelle (Forum Traces), ARALIS*

Cependant, une certaine frustration est exprimée à l'idée que le travail en réseau des partenaires locaux prenne fin avec l'évènement... pour ne reprendre qu'à la prochaine édition. La question de la continuité à donner à la dynamique impulsée se pose donc. La perspective d'un forum permanent est évoquée et semble trouver écho chez les partenaires bien que la forme et le contenu restent à définir. Comment différents acteurs, différentes institutions qui travaillent à la question des mémoires sociales en général ou qui travaillent avec un public immigré en particulier, peuvent aller vers un objet d'élaboration commun sur l'immigration ? Aralis se positionne très clairement dans une volonté de poser l'immigration comme une question de société et de considérer ces mémoires comme mémoires de la société dans son ensemble. Si ce positionnement fait consensus pour tous, il est délicat de saisir clairement ce qu'il représente pour chacun. Quels sont les points de vue communs aux partenaires ? Quels sont les éventuels points de rupture ? Les éléments de discussion proposés s'appuient sur vingt-six entretiens semi-directifs réalisés entre mars et mai 2005. Les interviewés sont issus de structures, de territoires (du point de vue géographique et du point de vue des contextes politiques) extrêmement divers (1).

Les points communs au plus grand nombre

Sur l'ensemble du corpus, un véritable engouement pour les mémoires se dégage. Le travail de mémoire est décrit très positivement. Il répond à des objectifs dans le présent, rapproche les personnes et rétablit un manque de visibilité ou de reconnaissance de l'immigration. *Des objectifs inscrits dans le présent* : La mémoire en tant que telle est considérée comme un outil

participant à des enjeux larges tels que lutter contre le racisme, ouvrir sur la diversité des identités composant la société, favoriser une mixité, vivre ensemble... Ces enjeux correspondent parfois à des objectifs quotidiens des structures ou à des valeurs chères aux personnes. Quatre objectifs peuvent être distingués :

- créer du lien social, objectif qui peut être rapproché de la volonté d'asseoir une dimension de « forum » ;
- répondre à un besoin de reconnaissance des populations issues de l'immigration, avec une insistance sur le besoin des jeunes de combler un manque de mémoire ;
- changer les représentations, le regard de l'autre sur l'immigré
- changer des situations (« *lutter contre le racisme, donner un impact politique, tirer des leçons socialement et politiquement...* »).

Ces objectifs inscrivent le travail dans un temps plus ou moins long et désignent les personnes à qui l'on s'adresse (immigrés, héritiers de l'immigration, société dans son ensemble, habitants du lieu, politiques...). Ils ont une portée dans le présent que les interviewés espèrent voir effective. Les actions sont donc pensées avec une préoccupation permanente qui fut partagée par l'ensemble des partenaires : par leur qualité et leur contenu, elle doivent être des sollicitations à une réflexion sur l'actualité.

Des expériences qui résonnent : Quelle que soit la ville dans laquelle se déroule l'évènement, quelle que soit la période ou le groupe immigré dont on parle, il y a des expériences et des questionnements qui résonnent. Sur l'ensemble du forum, les mémoires convoquées sont multiples et se croisent. Au niveau de chaque évènement, les interviewés expliquent leur choix en

fonction des migrations locales. Immédiatement après, ils signalent la pertinence des questions abordées pour d'autres territoires ou d'autres migrations. Ils affirment qu'en parlant d'une immigration ou d'un thème spécifique, ils convoquent un débat large et universel. Ce débat touche, interpelle ou questionne les expériences propres à chacun et rapproche les individus.

Rétablir un manque de visibilité : Les mémoires immigrées, pour la quasi-totalité des interviewés, pâtissent d'un manque de visibilité, d'où l'intérêt de les valoriser. La valorisation joue sur deux tableaux : d'une part, elle participe, pour plusieurs interviewés, à rendre légitime et exemplaire les immigrations dans la société ; d'autre part, pour presque tous les interviewés, elle répond à un besoin de reconnaissance identitaire pour les personnes immigrées et leurs descendants. Le succès d'actions présentées, lors du forum *Traces* ou en dehors de *Traces*, conforte dans l'idée que ce travail répond à une demande de la part des porteurs de mémoire ou des jeunes héritiers. Ce constat a parfois pour effet de tourner les actions principalement à destination des personnes immigrées et de leurs descendants. Les jeunes héritiers, désaffiliés de la société, sont souvent évoqués. Cependant, cette remarque est peut-être à replacer dans un contexte post-émeutes urbaines sensibilisant au mal-être des «jeunes», sous-entendu des jeunes issus de l'immigration.

Une appréhension plurielle des mémoires d'immigrés

Deux groupes se distinguent nettement, définissant différemment leurs principaux objectifs. Nous avons noté plus haut que tous les acteurs s'accordent sur les enjeux du travail de mémoire pour les porteurs de

mémoire et leurs héritiers. Un premier groupe insiste sur cet aspect et sur les retombées locales de son action. Un second groupe met en avant l'inscription des mémoires d'immigrés dans la mémoire sociale au sens le plus large. Pour ce groupe, la reconnaissance des mémoires d'immigrés constitue un enjeu pour l'ensemble de la société et participe à définir l'identité nationale. Elle doit s'inscrire, voire s'imposer au même titre que toute autre action mémorielle dans un espace commun à toute la société. Les acteurs disent « *construire un patrimoine commun, rendre la mémoire exemplaire, changer les représentations...* ». La réflexion et les objectifs dépassent le cadre de chaque action, de chaque territoire.

La participation collective à une entreprise d'inscription des mémoires d'immigrés dans la mémoire nationale est exprimée seulement dans le second groupe. On remarque alors, d'une part que les conceptions du travail de mémoire diffèrent dans les deux groupes ; d'autre part que l'on retrouve dans ce groupe les membres du comité de pilotage et des acteurs déjà engagés dans un travail sur l'immigration, la diversité ou l'altérité. Le premier groupe est constitué de personnes participant souvent pour la première fois à *Traces*, ayant déjà effectué un travail sur les mémoires ou non.

Les deux « groupes » se distinguent sur le thème de l'appréhension du travail de mémoire. L'*argumentaire Traces* (2) souligne les usages « de légitimation ou de pacification » qui peuvent être faits de la mémoire. Or, dans les entretiens, les aspects délicats du travail de mémoire ne sont évoqués que par le second groupe. En effet, dans le premier groupe, la mémoire évoque surtout des caractéristiques positives. Elle

permet de s'exprimer, rapproche les gens... Le second groupe avance davantage l'idée que la mémoire peut aussi être conflictuelle, sélective et manipulable. Trois interviewés évoquent l'organisation d'actions propice à la polémique, touchant des mémoires conflictuelles, notamment à propos de la guerre d'Algérie. Pour ceux-ci, aborder ces sujets sensibles était une démarche assumée, qui demande une certaine préparation de l'action, mais qui peut provoquer créativité et négociation.

Par ailleurs, presque un tiers des acteurs interrogés soulèvent le fait que la mémoire peut desservir ou être manipulée. Les usages de la mémoire ne vont donc pas toujours dans le sens de la juste mémoire et demandent une certaine vigilance. Ainsi, ont pu être signalées les instrumentalisation politiques dont les mémoires peuvent être l'objet, la stérilité de certaines actions mémorielles qui suscitent un sentiment de revanche. La mémoire présente un aspect sélectif, on ne peut pas parler de tout. Un interviewé pointe le danger constant d'irriter des «oubliés». La mise en image d'une mémoire nécessite de faire des choix, qui par définition excluent certaines propositions. Il convient donc de réfléchir à « ce que l'on montre ».

Une personne encore définit la mémoire comme située à un moment donné avec une revendication précise. La valorisation des mémoires d'immigrés agit sur la revendication. Elle peut avoir deux conséquences : la possibilité de « calmer des revendications communautaires, permettre de tourner la page ». Le même interviewé signale qu'avec d'autres groupes, cette valorisation permet un passage vers autre chose, un engouement de la part des associations communautaires à poursuivre sur du long terme un travail de mémoire, de recueil de

témoignages, de publication, de réflexion sur les mémoires d'immigrés du groupe en question.

Ces réflexions, de la part du second groupe, invitent à prendre des précautions. Les acteurs de ce groupe se placent davantage comme agitateurs, « agent révélateur » des mémoires sociales, conscients des conséquences possibles du processus de reconnaissance mémorielle qu'ils mènent. De plus, ce groupe inscrit majoritairement la démarche sur du long terme et surtout replace *Traces* dans un contexte préexistant, l'histoire des luttes des immigrés ou celle des différents travaux de valorisation de mémoire. Les acteurs émettent un point de vue englobant, non seulement leur structure, leur territoire et un contexte sociétal présent, mais aussi l'action générale du forum, une continuité historique d'actions culturelles, sociales ou militantes, voire *une vision générale* du monde. Le cadre dans lequel les acteurs inscrivent leur action semble donc s'élargir à mesure qu'ils sont engagés dans un travail à long terme. Le public visé diffère quelque peu suivant les groupes. Tout le monde espère des visiteurs aux expériences très variées (migrants ou non, habitués aux sorties culturelles ou non...). Cependant, plusieurs personnes du second groupe insistent sur le fait qu'une entreprise d'inscription des mémoires immigrées dans la société passe par les institutions culturelles et politiques. Un interviewé notamment piste la présence de « décideurs », d'institutions culturelles...

Des nuances de taille dans la manière de traiter le territoire

Les mémoires de l'espace commun définissent les influences multiples de l'habitant et, ce qui est en jeu, pour reprendre une citation présente dans l'argumentaire,

« *c'est bien en définitive la commune reconnaissance de la légitimité de chacun à être là* ». Le territoire est à la fois un lieu de production des mémoires et le cadre des mémoires d'un groupe. Il peut être considéré comme un espace sur lequel on lit les traces des différents passages. Ou bien, il peut être questionné à partir des souvenirs d'un groupe spécifique. Les actions menées optent pour l'une ou l'autre de ces démarches. Les interviewés insistent sur l'importance de replacer les immigrations dans leurs contextes historiques et sociaux. Alors que l'espace donne l'illusion d'une stabilité du groupe dans le temps, le travail de mémoire rappelle les nombreux changements de cet espace fixe. Cette illusion est prégnante en milieu rural nous disent deux acteurs, insistant sur l'utilité d'un travail sur l'étranger dans des zones qui se pensent dépourvues de migrations et sur l'importance de questionner des identités fantasmées (authenticité du monde rural...).

Deux approches, par « quartier » ou par « communauté », revêtent des aspects polémiques entre les partenaires. Les actions mémorielles par quartier sont initiées par des structures de proximité. Ce choix est motivé par une personne par le désir d'une action regroupant les habitants de la ville entière. La mémoire du quartier fait figure de thème fédérateur. La crainte que ce type d'approche donne une image stéréotypée d'un quartier, du quartier « des immigrés » est exprimée par un autre interviewé (3).

L'approche par un groupe d'origine, défendue par certains partenaires, est, dans trois entretiens jugée stigmatisante et communautariste. Cet argument retourne finalement le premier paragraphe de l'argumentaire *Traces*, dans lequel il est question justement de mettre en lumière « ceux dont on ne parle pas ». L'équilibre à trou-

ver entre le « trop » ou le « pas assez » de mémoire pose question et les critères d'analyse sont loin, parmi les acteurs, d'être homogènes.

En conclusion

Traces met en évidence l'investissement des immigrés dans la société française par le biais des mémoires présentées sous une forme artistique ou culturelle. *Traces* représente pour les acteurs interrogés un travail nécessaire à la construction personnelle des héritiers et une démarche de reconnaissance dans l'espace public. Les acteurs investissent de façon assez unanime le premier axe. Les héritiers et leurs ascendants sont invités à construire les actions, actions qui leur sont très souvent destinées en premier lieu. L'appropriation du second axe semble aller de pair avec l'inscription de l'action présentée dans une démarche collective, située dans le temps. Les acteurs replacent *Traces* dans une continuité temporelle, avec les luttes des immigrés, l'évolution des politiques culturelles... Cet objectif pénètre alors un système de représentations déjà ancré. Les acteurs ont, au préalable une grille de lecture leur donnant une vue d'ensemble de la manifestation. Investir cet enjeu signifie aussi se penser « agissant » sur les mémoires sociales. Les mémoires par définition ne sont pas figées. *Traces* représente bien pour ces acteurs une tentative d'infléchir les mémoires sociales. A ce titre, une certaine responsabilité repose sur le choix des souvenirs évoqués.

« *Changer les représentations* » est une expression récurrente. L'idée d'un travail à très long terme, pour lequel l'action présentée représente un premier grain de sable prédomine. C'est cependant, pour reprendre le discours d'un des interviewés par la

multiplication des actions et des débats que le discours se banalise et est intégré. Les entretiens montrent les différentes résistances et les points à discuter, qui reflètent pour une part les débats en cours dans la société (stigmatisation, approche « communautaire », histoire et mémoire⁽⁴⁾). Quelques questionnements pratiques reviennent régulièrement, ainsi la qualité de la relation aux témoins, la difficulté de toucher un public non-acquis ou le rapport à l'artistique, très peu évoqué par les acteurs.

Le réseau, pour les acteurs, a pour but de capitaliser actions et réflexions, d'échanger les compétences et les expériences, de ne pas refaire les mêmes choses. L'opération *Traces* a souvent été définie par les partenaires par « ce qui relie » les actions existantes et qui a aussi donné des impulsions auprès de nombreuses structures. Désormais, plusieurs partenaires interviewés expriment effectivement le désir de participer à un travail de réflexion incluant tous les partenaires. Des propositions de gestion participative ou de création de commissions sont exprimées. Certains acteurs savent déjà très précisément ce à quoi leur servira le réseau et ce qu'eux-mêmes peuvent y apporter.

Un autre point de vue coïncide souvent avec le souhait d'une participation ponctuelle. Un réseau permanent serait l'occasion de préparer bien en amont la manifestation biennale. Toutefois, la forme du réseau reste à définir, et cette question ne peut être dissociée du sens du forum *Traces* qui est perçu comme un « état d'esprit », où chacun bénéficie d'une liberté d'initiative assez importante et que ce réseau en formation ne veut pas imposer un quelconque leadership auprès de quelque membre que ce soit. La notion de réseau est définie selon son utilité pour la structure et la

future participation envisagée. Il s'agit donc de trouver des compromis afin que chacun puisse s'investir à son gré.

Les réunion-bilans post-*Traces* réalisées sur six départements différents (6) tout comme les 26 entretiens permettent d'avoir un aperçu des idées évoquées qu'il s'agira de prendre en compte pour la suite. Si deux partenaires défendent l'importance de maintenir une forme souple au réseau car elle permet d'ouvrir à toutes sortes d'actions et de structures, trois autres au contraire évoquent l'idée d'un lieu fixe qui fédérerait les initiatives, et qui agit comme une « ruche » régionale, lieu ressource, de diffusion, de rencontre, de réflexion, mais suffisamment exiguë pour qu'il ne soit pas centralisateur du réseau en formation.

Des pistes de réflexion devront faire l'objet d'un travail au sein du réseau régional telles que la diffusion des œuvres, la sensibilisation à la collecte et au dépôt d'archives, la restitution et la valorisation des productions sous toutes formes, le partage des œuvres, la formation des acteurs, une meilleure communication des activités existantes en région, la question du territoire et les enjeux liés à la position frontalière de la région Rhône-Alpes.

La question de la constitution d'un réseau régional d'acteurs posée ainsi interpelle bien évidemment le projet national porté par la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI) qui doit ouvrir au sein du Palais de la Porte Dorée en avril 2007. L'ambition affirmée d'adosser cet établissement à un réseau national passe bien évidemment par la définition d'une orientation générale et de modalités de collaboration, qui sont en lien avec *l'objet social* et l'ensemble des activités de la Cité. ■

Texte extrait d'une enquête qualitative réalisée par Capucine Vermande (Faculté de Psychologie Sociale Lyon2) lors d'un stage sous la direction de Mustapha Najmi pour ARALIS auprès d'un panel d'acteurs régionaux du forum Traces.

(1) Les 26 interviewés proviennent de structures que l'on peut rassembler autour de quatre grosses catégories :

- Equipements sociaux-culturels de proximité : CCO (Villeurbanne), Centre Social Les Châtaigniers, (Chambéry-le-Haut), CESAM (Miribel), Arteppes (Annecy), Espace Pablo Neruda (Saint-Chamond), Trajet Spectacle (Die), Théâtre Premol (Grenoble)
- Musées, archives, structures patrimoniales : Archives départementales de l'Ain, Centre du Patrimoine Arménien (Valence), Centre permanent d'Initiatives pour l'Environnement (Lans-en-Vercors), Musée Dauphinois (Grenoble), Musée Gadagne (Lyon), Musée d'histoire du 20^{ème} siècle (Estivareilles)
- Autres équipements culturels institutionnels : Cinémathèque de Saint Etienne, Bibliothèque Municipale de Lyon
- Institutions : FASILD, DRAC
- Autres associations (artistiques, culturelles, de réflexion) : Cinéma Le France, Revue Ecartés d'identité/Adate (Grenoble), Ligue de l'Enseignement/FOL73 (Chambéry), Les inattendus (Lyon), Le Grain (St-Etienne), Peuplement et migrations (Lyon), Revue Drômoise (Valence), association Algériens en Dauphiné(Grenoble), Nouveaux espaces latino-Américains/ Revue Espaces Latinos (Lyon)

(2) Document de réflexion mis en forme en 2004 par Léla Bencharif sur la place des mémoires d'immigrations dans l'histoire sociale.

(3) Cf. le texte de Michel Rautenberg de ce numéro.

(4) Point non développé ici. Il apparaît dans trois entretiens. Une personne notamment craint que les mémoires ne construisent une image subjective du passé prenant le pas sur la réalité des historiens.

(5) Une manière de concevoir des événements de façon décloisonnée.

(6) La mise en place projetée d'une direction opérationnelle chargée de la question du réseau au sein de la CNHI devrait permettre d'engager ce chantier important dans le projet de la Cité.